

Intervention de Pierre Karleskind le 15 décembre 2011

M. le Président, cher collègues,

Dans la période actuelle de désorientations financières, le débat d'orientations budgétaires tombe à point. Tombe à point car il est pour nous l'occasion de poser les bases de notre engagement politique en faveur de la Bretagne et des Bretons, de montrer que gouverner, c'est anticiper, et surtout, je crois, de répondre à certains doutes, doutes qui sont bien plus que des doutes en fait, sur la nécessité ou l'opportunité de l'action publique.

Désorientations financières, disais-je, qui s'accompagne de désorientations politiques. Les sommets européens se succèdent tous les 3 jours, et il n'est pas certain que le problème à résoudre quand j'aurai fini mon intervention sera le même que celui qui est en suspens maintenant à 18h25. Nous le voyons, la crise des dettes souveraines plonge l'Europe et ses dirigeants dans un état de fébrilité qui ne rassurent personne.

La crise des dettes souveraines a une origine, c'est la crise de 2008, dit des subprimes, qui a poussé les gouvernements à un endettement excessif des Etats, alors que leur situation n'était déjà pas brillante.

Alors quelles solutions nous sont proposées pour sortir de cette crise par le directoire Sarkozy-Merkel ? La réforme des traités (procédure qui prend 2 ans, avec un risque de refus de plusieurs Etats-membres) pour renforcer le pacte de stabilité. On n'entend que ça! « Pacte de stabilité ». Ca, la stabilité, nous l'avons. Les 10 dernières années ont été pour la zone euro la période au cours de laquelle cette zone (avant son existence) a connu la plus faible croissance...pendant que le reste du monde connaissait la plus forte croissance de toute l'histoire de l'humanité.

Mais pourquoi parlent-ils tous de ce pacte de stabilité, alors qu'il s'appelle pacte de stabilité et de croissance??? Souvenez-vous, 2007, le point de croissance arraché avec les dents, le choc de croissance et donc le choc de confiance. 2007, c'était aussi l'époque où le président de la République avait dans son programme les subprimes. C'est aussi l'époque où le 1er Ministre déclarait être à la tête d'un Etat en faillite. 5 ans plus tard, la croissance est morne, l'endettement abyssale. Songez qu'en 10 ans, la Droite qui se délivre des certificats de bonne gestion, a doublé l'endettement de la France! D'un Etat en faillite on est passé à l'état de banqueroute.

Il faut donc maintenant payer! Alors, on remet les bonnes vieilles marottes sur le tapis : les 35h, d'ailleurs savez-vous que la 35ème taxe du président Sarkozy a été votée il y a 2 semaines, elle rapporte 2 milliards d'euros et porte sur le métro, la rénovation des logements, Mme Malgorn fait bien de demander à ce que nous soutenions les PME du bâtiment, la retraite à 60 ans. Si la crise des subprimes s'est déclenchée, c'est parce que les Français travaillent pas assez, qu'ils partent à la retraite trop tôt, qu'ils ont trop d'arrêt maladie, que leurs profs sont trop payés, qu'ils accueillent trop d'immigrés sur leur territoire, qu'ils sont trop sympas avec les roms, qu'ils ne payent pas assez de TVA. Eh oui c'est à cause de tout cela que

la crise des subprimes s'est déclenchée aux Etats-Unis. Taxer la spéculation, surtout pas. Faire payer les banques, n'y pensez pas!

Alors c'est dans ce cadre-là que nous sommes amenés à discuter des orientations budgétaires. Dans ce cadre où toutes les augures qui autrefois vantaient les mérites des produits financiers exotiques, nous enjoignent à dépenser moins. Réduisez la voilure, qu'ils nous disent. Mais soyons clairs et honnêtes, ce qui est à la base à la fois de la crise des subprimes et de l'amaigrissement des recettes publiques, c'est la conjonction de deux choses : la première, constatée depuis 30 ans, c'est le transfert de la richesse produite de la rémunération du travail vers celle du capital. La deuxième, c'est la volonté politique délibérée de baisser les impôts des plus aisés.

On avait voulu nous faire croire que c'était en libérant l'argent qu'on allait permettre de faire les investissements pertinents (bah oui, la main invisible est nécessairement pertinente) dont l'économie a besoin. La réalité est qu'au cours des 30 dernières années, la richesse ainsi dégagée a été investie dans les mécanismes financiers spéculatifs qui ont eu l'effet d'une lessiveuse géante redistribuant les revenus en accentuant encore plus les écarts entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas.

Nous arrivons aujourd'hui dans une situation où les investissements pertinents, les investissements productifs n'ont pas été faits, et nous en payons le prix! Ils n'ont pas été faits car comment peut-on espérer de ceux qui n'ont d'intérêt qu'au gain immédiat et important qu'ils préparent l'avenir.

Si ces crises qui se succèdent devaient nous laisser une conviction, c'est celle qui doit nous amener à considérer que les investissements pour l'avenir doivent être décidés et financés collectivement. C'est à ce prix qu'un pacte de stabilité ET DE CROISSANCE trouvera ce sens.

Décider et financer collectivement, c'est précisément l'objet de l'élaboration du budget du Conseil régional. Monsieur le président, vous nous proposez dans les orientations budgétaires pour l'année 2012 de ne pas réduire la voilure, mais d'afficher les ambitions. Vous avez bien raison, les enjeux de notre région nécessitent que la main forte de la puissance publique se saisisse des leviers à sa disposition.

L'effort pour la formation est maintenu, car c'est d'abord par l'homme qui est le premier investissement que nous dessinerons le futur de la Bretagne. Un des bordereaux nous rappelle combien sont grands les besoins des demandeurs d'emploi et combien nous devons être en mesure de répondre aux affres de la situation économique. A noter aussi le CPRDF et le COM apprentissage.

La mise en œuvre en vitesse de croisière du pacte de la Bretagne avec les jeunes se retrouve dans ces orientations, avec en particulier un effort sur le logement et la mobilité des jeunes

L'effort est grandissant pour le numérique. Là aussi, la main invisible ne marche pas. Elle couvre 40% des Bretons, 10% du territoire. Sans notre intervention, financièrement

engageante, la fracture serait béante entre ceux qui sont connectés et les autres, entre les pôles urbains et le centre de notre région.

Nous entrons dans une phase dure du programme BGV, là aussi, nécessaire à l'attractivité de notre territoire. Nous l'avons déjà moult fois rappelé, mais votre vision de long terme, la capacité que vous avez eue, à vous projeter dans le futur il y a quelques années lorsque vous établissiez les budgets des exercices précédents, permet à la Bretagne de se payer la grande vitesse. Evidemment, bien d'autres éléments seront au budget, je pense notamment aux ports, qui feront l'objet d'investissements particulièrement massifs que ce soit Brest ou bien Lorient.

Alors, certains voudraient que nous coupions dans les dépenses! L'exemple de la Grèce ne suffit-il pas? En ayant taillé drastiquement, les Grecs sont en récession et n'atteindront pas les objectifs de convergence. Les Diafoirius qui font office de gouvernants en Europe, veulent couper tout ce qui dépasse, budget des collectivités, budget de l'Europe. Mais Monsieur le Président, si cette bouteille contient la dette de l'Etat en France (1600 G€), ce verre contient la dette des collectivités (uniquement des investissements), et voici la dette de l'Union européenne. Il faut saluer votre engagement en faveur de l'Europe et souligner le message que vous êtes allés rappeler à Bruxelles en rencontrant M. Barosso. Message que le Président Barosso a bien reçu en vous confirmant l'importance de la place des régions dans la définition de l'avenir des prochains contrats de partenariats qui encadreront les programmes opérationnels.

Je le crois profondément, renoncer à l'intervention publique, de quelque manière que ce soit, n'est pas juste un abandon des plus démunis, elle est dramatique pour l'avenir même de notre système économique et social que certains prétendent protéger en le démantelant.